

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/ADP/Q1/CHN/9
G/SCM/Q1/CHN/9
23 octobre 2002
(02-5808)

Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires

Original: anglais

NOTIFICATION DES LOIS ET RÉGLEMENTATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5 ET DE L'ARTICLE 32.6 DES ACCORDS

Questions posées par le JAPON au sujet de la notification de la RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE¹

La Mission permanente du Japon a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 21 octobre 2002.

Questions posées par le Japon dans le cadre du Mécanisme d'examen transitoire concernant la Chine sur les subventions et les mesures compensatoires

Se référant au Protocole d'accession de la République populaire de Chine (Chine) et à la traduction anglaise de la Réglementation relative aux subventions et mesures compensatoires communiquée par la Chine (G/SCM/N/1/CHN/1), le Japon pose les questions ci-après.

Le Japon souhaiterait que la Chine réponde à ses observations par écrit et souhaiterait également demander au gouvernement chinois de communiquer toutes les règles pertinentes relatives aux subventions et aux mesures compensatoires dès que possible. Nous poserons d'autres questions si nécessaire.

Définition et calcul d'une subvention

1. L'article 1.1 de l'Accord SMC indique que l'existence d'avantages doit être constatée au moment de l'enquête, disposant qu'"une subvention sera réputée exister ... si un avantage est ainsi conféré". Veuillez préciser si l'emploi du futur à l'article 3 de la version anglaise de la Réglementation de la Chine relative aux mesures compensatoires n'est qu'un problème de traduction. Dans la négative, veuillez expliquer comment cela est compatible avec l'Accord SMC.

2. Nonobstant la note de bas de page 1 de l'Accord SMC, l'article 3.2 de la Réglementation de la Chine relative aux mesures compensatoires ne contient pas de disposition prévoyant l'exonération, en faveur d'un produit exporté, des droits ou taxes qui frappent le produit similaire lorsque celui-ci est destiné à la consommation intérieure, ou la remise de ces droits ou taxes à concurrence des montants dus ou versés. Veuillez expliquer comment cela est compatible avec l'Accord SMC.

3. L'article 3.4 de la Réglementation de la Chine relative aux mesures compensatoires dispose qu'il peut y avoir contribution financière lorsque les pouvoirs publics "chargent un organisme privé

¹ G/SCM/N/1/CHN/1.

d'exécuter" certaines fonctions "ou lui ordonnent de le faire" mais il ne mentionne pas les critères supplémentaires prévus par l'Accord pour que l'existence d'une contribution financière puisse être constatée. Veuillez expliquer comment la Chine veillera à appliquer la définition d'une "contribution financière" d'une manière compatible avec l'Accord SMC dans les cas où les pouvoirs publics "chargent" un organisme privé d'agir "ou lui ordonnent de le faire".

4. L'article 4.2 de la Réglementation de la Chine relative aux mesures compensatoires semble avoir pour objet de mettre en œuvre l'article 2.1 b) de l'Accord SMC. Toutefois, l'Accord définit l'élément de spécificité en expliquant que dans les cas où le pays exportateur "subordonne à des critères ou conditions objectifs le droit de bénéficier de la subvention et le montant de celle-ci, il n'y aura *pas* spécificité", à condition que certains critères soient observés. Veuillez confirmer que cette disposition a pour objet de mettre en œuvre l'article 2.1 b) de l'Accord SMC. Dans l'affirmative, veuillez expliquer comment la Chine appliquera sa réglementation pour faire en sorte que ses constatations de l'existence d'une spécificité coïncident avec celles qui sont autorisées par l'Accord. Dans la négative, veuillez préciser la disposition de l'Accord SMC qui autorise cette disposition de la Réglementation de la Chine relative aux mesures compensatoires.

5. L'article 4.3 de la Réglementation de la Chine relative aux mesures compensatoires coïncide avec l'article 2.2 de l'Accord SMC mais il ne contient pas la deuxième phrase de cet article de l'Accord, à savoir "Il est entendu que la fixation ou la modification de taux d'imposition d'application générale par les autorités publiques de tous niveaux qui sont habilitées à le faire, ne sera pas réputée être une subvention spécifique ...". Veuillez expliquer comment la Chine mettra en œuvre cette disposition de façon à faire en sorte qu'il n'y ait pas de détermination de l'existence d'une spécificité dans une telle situation.

6. Il apparaît que le dernier paragraphe de l'article 4 de la Réglementation de la Chine relative aux mesures compensatoires a pour objet de mettre en œuvre l'article 2.1 c) de l'Accord SMC, qui énonce les facteurs qui pourront être pris en considération pour déterminer si une subvention est spécifique malgré l'apparence de non-spécificité. Toutefois, l'article 4 de la Réglementation de la Chine n'inclut pas tous les facteurs énumérés dans l'Accord qui pourront être pris en considération pour déterminer si une subvention est spécifique (par exemple, la "manière dont l'autorité qui accorde la subvention a exercé un pouvoir discrétionnaire"). Veuillez expliquer comment la Chine fera en sorte que tous les facteurs énumérés dans l'Accord soient pris en considération pour déterminer si une subvention est spécifique.

Domage

7. En ce qui concerne l'incidence des importations subventionnées sur la branche de production nationale, l'article 8.4 de la Réglementation de la Chine relative aux mesures compensatoires dispose que l'incidence sur "les facteurs et indices économiques pertinents relatifs à la branche de production nationale" sera examinée. Veuillez préciser le type de facteurs et d'indices économiques qui sera examiné au titre de cette disposition. L'article 15.4 de l'Accord SMC comprend une liste non exhaustive des "facteurs et indices ... qui influent sur la situation de [la] branche", dont "[l]es ventes, ... la part de marché, [l]es bénéfices, ... la productivité, [le] retour sur investissement ou ... l'utilisation des capacités", etc.

8. La Réglementation de la Chine relative aux mesures compensatoires ne précise pas les facteurs à examiner spécifiquement pour déterminer l'existence d'une menace de dommage important par opposition à l'existence d'un dommage important, bien que son article 8 énumère certains facteurs qui doivent être examinés à la fois pour la détermination de l'existence d'un dommage important et la détermination de l'existence d'une menace de dommage important (dont certains devraient être

pertinents seulement dans le contexte des déterminations de l'existence d'une menace de dommage, comme il est indiqué plus haut).

- a) L'Accord SMC comprend des listes non exhaustives de facteurs à prendre en considération pour déterminer respectivement s'il y a dommage important (article 15.4) et s'il y a menace de dommage important (article 15.7). Veuillez expliquer comment la Chine fera en sorte que les facteurs pertinents soient pris en considération dans les deux enquêtes distinctes.
- b) L'article 15.7 de l'Accord SMC, comme la Réglementation de la Chine relative aux mesures compensatoires, contient la phrase suivante: "La détermination concluant à une menace de dommage important se fondera sur des faits, et non pas seulement sur des allégations, des conjectures ou de lointaines possibilités". Toutefois, l'Accord SMC dispose également que pour qu'une détermination concluant à une menace puisse être établie, "[le] changement de circonstances qui créerait une situation où la subvention causerait un dommage doit être nettement prévu et imminent" et énumère une série de facteurs à prendre en considération en établissant cette détermination. Veuillez expliquer comment la Chine fera en sorte que le critère du changement "nettement prévu et imminent" soit mis en œuvre et que les divers facteurs énumérés à l'article 15.7 soient pris en compte.

9. L'article 15.5 de l'Accord SMC décrit les facteurs à prendre en considération pour démontrer l'existence du lien de causalité entre les importations subventionnées et le dommage causé à la branche de production nationale. La Réglementation de la Chine relative aux mesures compensatoires ne contient aucune disposition analogue relative aux facteurs de causalité à prendre en considération même si le dernier paragraphe de l'article 8 dispose que "les dommages causés par des facteurs autres que la subvention ne devront pas être imputés à cette dernière". Veuillez indiquer les facteurs que la Chine prendra en considération pour faire en sorte que le lien de causalité nécessaire entre les importations subventionnées et le dommage causé à la branche de production nationale existe.

Branche de production nationale

10. La Chine exclut de la définition de l'expression "branche de production nationale" figurant à l'article 11 les producteurs nationaux qui sont "liés aux exportateurs ou aux importateurs, ou sont eux-mêmes importateurs des produits subventionnés ou de produits similaires". Veuillez expliquer comment la Chine déterminera si un producteur national est "lié" à un exportateur ou un importateur et comment elle fera en sorte que sa détermination soit compatible avec l'article 16.1 (note de bas de page 48) de l'Accord SMC, qui décrit les situations dans lesquelles un producteur pourra être réputé lié à un exportateur ou un importateur.

Procédures d'enquête

11. L'expression "partie(s) intéressé(es)" est employée à plusieurs endroits (par exemple dans les articles 20, 21, 22 et 23) de la Réglementation de la Chine relative aux mesures compensatoires. L'article 19 de cette Réglementation définit les parties intéressées comme étant "les requérants, les exportateurs et importateurs connus, les autres organisations et parties intéressées".

- a) Est-ce là la définition complète des parties intéressées applicable toutes les fois que cette expression figure dans la Réglementation?
- b) L'article 12.9 de l'Accord SMC comprend une définition de l'expression "parties intéressées" qui inclut, outre les groupes énumérés dans la Réglementation de la

Chine, les producteurs étrangers, les groupements professionnels commerciaux ou industriels représentant les exportateurs, les producteurs et importateurs étrangers, les producteurs nationaux et leurs groupements professionnels commerciaux ou industriels. Veuillez expliquer comment la Chine fera en sorte qu'un traitement approprié soit accordé, dans le cadre de ses procédures en matière de mesures compensatoires, aux parties reconnues dans l'Accord SMC comme étant des "parties intéressées".

- c) L'article 12.10 de l'Accord SMC dispose que les autorités chargées de l'enquête ménageront aux utilisateurs industriels et aux organisations de consommateurs (le cas échéant) la possibilité de fournir des renseignements en ce qui concerne le subventionnement, le dommage et le lien de causalité. La Réglementation de la Chine relative aux mesures compensatoires ne prévoit aucune garantie analogue concernant l'accès de ces groupes à la procédure d'enquête. Veuillez expliquer comment la Chine assurera la conformité avec cette disposition de l'Accord.

Mesures compensatoires provisoires

12. L'Accord SMC dispose que, pour que des mesures provisoires puissent être appliquées, les conditions préalables en matière de procédure énoncées à l'article 17.1 a) doivent être respectées et, à l'article 17.1 c), que les autorités doivent juger que de telles mesures sont "nécessaires pour empêcher qu'un dommage ne soit causé pendant la durée de l'enquête". Aucune de ces conditions préalables n'est énoncée dans la Réglementation de la Chine relative aux mesures compensatoires. Veuillez expliquer comment la Chine fera en sorte que ces conditions soient respectées avant que des mesures provisoires ne soient imposées.

Engagements

13. L'article 18.1 b) de l'Accord SMC dispose que les augmentations de prix opérées en vertu d'engagements "ne seront pas plus fortes qu'il ne sera nécessaire pour compenser le montant de la subvention" et qu'"[i]l est souhaitable que les augmentations de prix soient moindres que le montant de la subvention si de telles augmentations suffisent à faire disparaître le dommage causé à la branche de production nationale". La Réglementation de la Chine relative aux mesures compensatoires ne comprend pas de dispositions analogues. Veuillez expliquer comment la Chine fera en sorte que les autorités nationales chargées de l'enquête tiennent compte de ces facteurs en mettant au point des engagements en matière de prix.

14. L'article 43 de la Réglementation de la Chine relative aux mesures compensatoires dispose qu'"[i]l ne sera perçu aucun droit compensateur dépassant le montant d'une subvention tel qu'il aura été établi dans une détermination finale". L'article 19.2 de l'Accord SMC dispose qu'"[i]l est souhaitable ... que le droit soit moindre que le montant total de la subvention si ce droit moindre suffit à faire disparaître le dommage causé à la branche de production nationale". Veuillez indiquer si la Chine étudie actuellement une méthode qui permettrait d'envisager et d'appliquer un droit moindre.

Durée et réexamen des droits et des engagements

15. Le terme "réexamen" est employé aux articles 47 à 51 de la Réglementation de la Chine relative aux mesures compensatoires mais on ne sait pas clairement si les réexamens visés sont des réexamens annuels (administratifs) au titre de l'article 21.2 de l'Accord SMC ou des réexamens à l'issue de cinq ans (réexamens à l'extinction) au titre de l'article 21.3 de l'Accord. La Chine peut-elle clarifier ce point dans sa réglementation d'application?

Autres questions

16. L'article 55 de la Réglementation de la Chine relative aux mesures compensatoires ne semble pas avoir d'équivalent dans l'Accord SMC. Veuillez expliquer sur quelle base la Chine affirme être habilitée à prendre de telles mesures réciproques et comment elle entend mettre cette disposition en œuvre.

Liste de subventions à l'exportation

17. Au point 4 de la liste de subventions à l'exportation jointe à la Réglementation de la Chine relative aux mesures compensatoires, le membre de phrase cité figurant au point d) de l'Annexe I de l'Accord SMC est remplacé par le membre de phrase "sauf circonstances spéciales". Veuillez confirmer que ce membre de phrase s'appliquera d'une manière compatible avec celui de l'Annexe de l'Accord qu'il remplace. Dans le cas contraire, veuillez préciser le sens du membre de phrase "sauf circonstances spéciales" et comment la Chine l'appliquera.

18. Une grande partie du point h) de l'Annexe I de l'Accord SMC, qui vise l'exonération ou la remise excessive des impôts indirects perçus à des stades antérieurs sur les biens ou services utilisés pour la production des produits exportés, a été supprimée dans la disposition analogue de la Réglementation de la Chine relative aux mesures compensatoires (point 8) et remplacée par le membre de phrase "sauf circonstances spéciales".

- a) Veuillez confirmer que ce membre de phrase s'appliquera d'une manière compatible avec celui du point h) de l'Annexe I de l'Accord SMC qu'il remplace. Dans le cas contraire, veuillez préciser le sens du membre de phrase "sauf circonstances spéciales" et comment la Chine l'appliquera.
- b) Par ailleurs, le point h) de l'Annexe I de l'Accord SMC renvoie aux directives concernant la consommation d'intrants dans le processus de production reproduites à l'Annexe II. Veuillez confirmer que la Chine interprétera cette disposition de sa Réglementation relative aux mesures compensatoires d'une manière compatible avec l'Annexe II de l'Accord.

19. Une grande partie du point i) de l'Annexe I de l'Accord SMC, qui vise la remise ou la ristourne excessive des impositions perçues sur les intrants importés consommés dans la production du produit exporté, a été supprimée dans la disposition analogue de la Réglementation de la Chine relative aux mesures compensatoires (point 9) et remplacée par le membre de phrase "sauf circonstances spéciales".

- a) Veuillez confirmer que ce membre de phrase s'appliquera d'une manière compatible avec celui de l'Annexe de l'Accord SMC qu'il remplace. Dans le cas contraire, veuillez préciser le sens du membre de phrase "sauf circonstances spéciales" et comment la Chine l'appliquera.
- b) Par ailleurs, le point i) de l'Annexe I de l'Accord SMC renvoie aux directives concernant la consommation d'intrants dans le processus de production reproduites à l'Annexe II et aux directives à suivre pour déterminer si des systèmes de ristourne sur intrants de remplacement constituent des subventions à l'exportation reproduites à l'Annexe III. Veuillez confirmer que la Chine interprétera cette disposition de sa Réglementation relative aux mesures compensatoires d'une manière compatible avec les Annexes II et III de l'Accord.

20. Le point 11 de la liste de subventions à l'exportation jointe à la Réglementation de la Chine vise l'octroi par les pouvoirs publics d'un pays exportateur de crédit à l'exportation à des taux "inférieurs aux taux effectivement payés pour utiliser ces fonds ...". Toutefois, il n'inclut pas le membre de phrase "(ou qu'ils devraient payer s'ils empruntaient, sur le marché international des capitaux, des fonds assortis des mêmes échéances et autres conditions de crédit et libellés dans la même monnaie que le crédit à l'exportation) ...," qui figure dans la disposition analogue de l'Accord SCM, le point k) de l'Annexe I. Veuillez confirmer que la Chine entend interpréter ce point comme couvrant les mêmes conditions que celles qui sont spécifiées dans l'Accord. En outre, dans ce point de la Réglementation chinoise, le deuxième paragraphe du point k) de l'Annexe I de l'Accord est supprimé et remplacé par le membre de phrase "sauf circonstances spéciales". Veuillez confirmer que ce membre de phrase sera appliqué d'une manière compatible avec celui de l'Annexe de l'Accord SCM qu'il remplace. Dans le cas contraire, veuillez préciser le sens du membre de phrase "sauf circonstances spéciales" et comment la Chine l'appliquera.
